

L'opinion publique internationale a trop souvent oublié de prêter attention au conflit en cours au Darfour, région très éloignée de nous, mais pourtant aussi grande que la France. Quand les intérêts nationaux, sécuritaires et économiques, des grandes puissances ne sont pas directement affectés, atrocités et violations de droits de l'homme passent souvent sous silence.

Le Soudan, une fois son indépendance acquise, voit l'apparition d'une pluralité de conflits qui, tout en gardant leurs propres caractéristiques, leurs origines et leurs revendications, se superposent et s'entrelacent les uns les autres. La guerre civile soudanaise, la guerre entre le Soudan et le Tchad et le conflit au Darfour ont marqué de manière indélébile les esprits de la population soudanaise qui, depuis 70 ans, vit dans une situation de guerre et d'instabilité interne. Le Darfour, dont le nom signifie « la maison des Four », du nom des habitations de paysans noirs autochtones, est limitrophe avec la Libye, le Tchad, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud. Il s'agit d'une des 9 provinces historiques du Soudan. En 1956, le Darfour devient un État de la République du Soudan, pays fragmenté en plus de trente groupes ethniques. Un regard sur les causes ayant déclenché le conflit et sur les actions prises par la communauté internationale jusqu'à présent permet de mieux comprendre les enjeux bouleversant la région à l'heure actuelle et la nécessité d'une collaboration multilatérale pour assurer une paix durable à la population du Darfour.

[(Meurtrier Selon les statistiques fournies par les Nations Unies en 2013, le conflit au Darfour a causé 400000 morts, plus de 2 millions de déplacés internes et 300000 réfugiés à l'étranger.)] « Africains » contre « Arabes » ? Le conflit au Darfour ne peut pas simplement être étiqueté comme le conflit entre la population « africaine » et la population « arabe » de cette région, comme semblent le laisser entendre les images diffusées par la plupart de médias internationaux. Telle différenciation n'existe pas au sein du Darfour où les habitants du centre et de la périphérie vivent depuis toujours sans distinction de couleur de peau, de foi ou de coutumes. Ce qui se cache derrière l'antagonisme « Africain-Arabe » c'est en réalité la confrontation entre la population multiethnique, mais originaire du Darfour, et les élites du gouvernement central qui sont arrivées au pouvoir à partir des années 60. Ces dernières, poursuivant une politique d' « indifférence » aux besoins et nécessités de la population du Darfour, sont responsables des tensions qui ont émergé parmi les civils. Les sentiments d'oubli et de négligence génèrent une telle souffrance et frustration que la violence se profile comme la réponse manifeste à leur condition. Le 26 février 2003, les groupes rebelles du Darfour, organisés au sein du Sudan Liberation Army/Movement et du Justice and Equality Movement, optent pour une solution armée et attaquent les symboles du pouvoir gouvernemental soudanais. C'est à partir de cet épisode que le conflit au Darfour éclate, sans avoir rencontré aucun répit jusqu'à présent. Malgré les appels (jugés trop tardifs par certains) de la communauté internationale à une résolution pacifique du

différend, le gouvernement central du Soudan réagit par les armes aux attaques de la rébellion, en cherchant le soutien militaire des miliciens Janjawids. Les graves violences perpétrées par les forces gouvernementales contre la population du Darfour produisent un changement dans la nature du conflit qui passe de simple confrontation militaire à une réelle crise humanitaire. Les attaques adressées de manière continue et systématique contre les habitants du Darfour, qui les contraignent à abandonner leurs maisons et ainsi à grossir les rangs des déplacés internes et des réfugiés de guerre, doivent être considérées comme la preuve d'une politique génocidaire perpétrée par le gouvernement du Soudan. [(« Diable à cheval » Le terme « Janjawid » signifie littéralement « diable à cheval ». Il s'applique aux milices armées primitives constituées de chameliers et bergers. Elles sont apparues sur la scène internationale dans le contexte du conflit entre le Tchad et le colonel Khadafi, en 1988. Khartoum refuse de confirmer sa collaboration avec ces milices, malgré les dénonciations par Human Rights Watch depuis les années 2000.)] El Béchir, devant la Cour ? En 2005, le Procureur de la Cour Pénale Internationale a été enjoint par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de se prononcer sur les responsabilités individuelles des acteurs impliqués au Darfour quant aux crimes internationaux accomplis. Le président actuel du Soudan, Omar el-Béchir, ainsi que d'autres représentants de l'apparat institutionnel soudanais, ont été accusés d'avoir commis crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. C'est aujourd'hui que la coopération de la communauté internationale devient fondamentale pour mettre fin au régime d'impunité qui souille actuellement le Soudan. À ce propos, une attention particulière doit être portée sur les derniers développements de la politique soudanaise, tant sur le plan interne que sur la scène internationale. D'une part les élections « démocratiques » du 27 avril 2015 assurent la victoire au Président El-Béchir par 94,5% des votes, d'autre part des États comme l'Afrique du Sud et la Chine continuent à refuser d'appliquer le mandat d'arrêt contre le président. Il est fondamental qu'une prise de conscience de la classe politique internationale se réalise sur le degré et la nature des atrocités perpétrées, qui peuvent être qualifiées comme des actes de génocide. La violence ne s'arrête pas aux combattants sur le champ de bataille, mais atteint également la population civile. Les femmes et les enfants, bien qu'ils représentent des catégories protégées par le droit international, sont répétitivement victimes de violences, d'abus sexuels et d'attaques directes depuis le début des hostilités. A cet égard, le viol de 200 femmes et enfants en octobre 2014, perpétré par les forces armées soudanaises au nord du Darfour, illustre les violations des droits de l'homme en cours dans cette région. Ils requièrent une réaction urgente au niveau global. Voilà les Casques Bleus Confrontée à cette évidence, une question émerge spontanément: quelles actions ont été menées par la communauté internationale afin de rétablir la paix et la sécurité dans cette région du continent africain? Si dans un premier temps l'Union Africaine s'est mobilisée pour gérer elle-même le conflit au travers de la mission de peacekeeping ^[1]Le peacekeeping

est une opération de maintien de la paix, autorisée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et finalisée à la restauration de la paix dans une situation de conflit. Les principes ... Continuer la lecture AMIS, les difficultés rencontrées dans la gestion de l'opération ont nécessité une intervention des Nations Unies. [(Mission « AMIS » La mission AMIS a été établie en juin 2004 sur la base des accords de N'Djamena. Son mandat concernait le monitoring du cessez-le-feu, la promotion d'un accord politique entre les parties et le soutien humanitaire à la population du Darfour. Cependant, les oppositions politiques au sein de l'Union Africaine, l'absence de collaboration de la part du gouvernement soudanais et les carences logistiques, financières et opérationnelles ont empêché la force d'intervention de mettre fin aux violences et de protéger les civils des attaques armées.)] Aujourd'hui on assiste donc à la mise en place de la mission hybride UNAMID, qui opère sur le territoire du Darfour depuis janvier 2008. Il s'agit d'une opération conjointe entre l'Union Africaine, qui fournit les militaires provenant de pays africains et les Nations Unies, qui s'occupent de la structure opérationnelle. UNAMID est une force de peacekeeping multidimensionnelle et son mandat prévoit le désarmement des milices Janjawid, l'assistance humanitaire, la promotion des droits de l'homme et le soutien aux procès politiques pour la résolution du conflit. La société civile se mobilise Les organisations de la société civile internationale s'engagent de leur côté depuis plus de 10 ans pour la protection de la population, en cherchant à gérer les flux des déplacés internes et des réfugiés dans les pays limitrophes, ainsi qu'en collaborant avec les groupes armés non étatiques afin de faire respecter les normes de droit international. Afin de résoudre la situation des réfugiés qui se déplacent au Tchad, l'Union Européenne a activé du janvier 2008 à mars 2009 l'opération EUFOR. L'action de l'UE visait à limiter les possibles répercussions transfrontalières, tout en fournissant assistance humanitaire aux civils. Cependant, une résolution effective et durable du conflit ne semble possible que grâce à une participation active et une coopération concrète des États de la communauté internationale, lesquels sont les responsables majeurs du maintien de la paix et de la stabilité dans cette région. L'Union européenne doit se mobiliser, et la Belgique, en tant que promotrice des droits de l'Homme sur la scène internationale, peut la pousser dans le dos afin qu'elle prenne ses responsabilités dans ce dossier. [(Des acteurs associatifs se mobilisent Des campagnes contre le génocide au Darfour sont promues par Waging Peace, tandis que l'ONG Italians for Darfour s'occupe de la diffusion des informations concernant la crise humanitaire en cours dans la région. Amnesty International, Human Rights Watch et Médecins Sans Frontières dénoncent les abus sexuels sur les femmes et les enfants, ainsi que Geneva Call, qui œuvre pour que les normes de droit international humanitaire soient respectées par les groupes rebelles impliqués dans le conflit.)] **Veronica Lari, volontaire chez Justice et Paix**

Documents joints

[Le Darfour : un conflit oublié](#)

Notes

Notes

- ↑¹ Le peacekeeping est une opération de maintien de la paix, autorisée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et finalisée à la restauration de la paix dans une situation de conflit. Les principes du consentement des parties, d'impartialité et de non-utilisation de la force sont à la base de ses mandats.